

Réunion du Bureau du CSA  
Date : 8 novembre 2018  
Salle King Faysal, FAO

## Résultats de la réunion du Bureau

### Ordre du jour

1. Désignation du Groupe consultatif
2. Questions diverses

#### 1. Désignation du Groupe consultatif

Le Président a présenté ce point en donnant un bref aperçu des discussions précédentes et des questions soulevées s'agissant du Groupe consultatif dans le contexte de l'Évaluation. Après une riche discussion sur les divers points soulevés, le Président a formulé une proposition concernant la potentielle voie à suivre.

La proposition inclut deux suggestions qui exigeront une confirmation de la part du Bureau juridique de la FAO, avant que le Bureau ne puisse les approuver, à savoir :

- 1) élever et renforcer le statut des trois organismes ayant leur siège à Rome (pour qu'ils deviennent des membres de droit) et les considérer hors quota (ce qui libèrerait 3 places au GC), et
- 2) créer un *groupe (cluster) consacré aux organisations paysannes*, qui inclurait des entités ne se définissant pas comme étant membres du MSC ou du MSP ;

Les propositions suivantes du Président du CSA ont été discutées de manière approfondie :

- La possibilité que la FAO, le FIDA et le PAM deviennent des membres de droit et hors quota du GC, libérant donc 3 sièges. Les trois autres entités des Nations Unies siégeant au Groupe consultatif (Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation, Comité permanent de l'ONU sur la nutrition, Organisation mondiale de la santé (OMS)) conserveront chacune un siège ;
- Explorer la création de *clusters*, moins exigeants que les mécanismes, au sein des catégories existantes, conformément à la recommandation du Rapport de mise en œuvre de l'Évaluation adressée aux membres du GC, dans le but de renforcer leurs rôles de coordination (Annexe H, Point 3a) ;
- Outre les organismes ayant leur siège à Rome (hors quota) et les sièges consacrés à l'ONU, il est proposé :
  - Le MSC conserverait, en principe, 4 sièges (bien que la limite actuelle à 14 sièges du GC crée une confusion, car le fait d'allouer quatre sièges à une seule partie prenante signifie

que le nombre réel de sièges effectifs devant être réparti entre les parties prenantes non étatiques est en réalité de 11) ;

- Le MSP conserverait un siège ;
  - 1 nouveau siège pour le cluster consacré aux organisations paysannes, qui inclurait des entités ne se définissant pas comme étant membres du MSC ou du MSP ;
  - 1 siège pour le cluster « recherche agricole », qui inclurait, entre autres, le CGIAR, le FMRA et Bioversity ;
  - 1 siège pour le cluster « institutions financières internationales (IFI) », qui inclurait, entre autres, la Banque mondiale et le GAFSP ;
  - 1 siège pour le cluster « fondations philanthropiques », qui inclurait, entre autres, les Fondations Bill et Melinda Gates, Rockefeller, Mars et Eleanor Crook.
- Les membres *ad hoc* du GC continueraient d'être désignés selon les besoins, conformément au paragraphe 5, Article IV du Règlement intérieur.
- Un groupe informel des Amis du Président serait créé, permettant aux parties prenantes ne figurant pas dans les catégories existantes du GC (ex. : milieux scientifiques, organisations axées sur l'action et d'inspiration religieuse, universités et autres entités universitaires, intermédiaires et personnes influentes, innovateurs, groupes de réflexion, agences de presse et médias, organisations juridiques internationales, parlementaires, mécanismes de protection sociale, entre autres) de conseiller le Bureau, à travers le Président, sur un large éventail de sujets, y compris dans le cadre de la mobilisation de ressources humaines et financières, de l'apport d'un capital politique, d'activités de plaidoyer et de l'amélioration de la visibilité, entre autres, de manière transparente (en publiant par exemple tous les échanges sur le site Internet du CSA) et sans coût pour le CSA.

Un consensus a été obtenu sur la nécessité de disposer de temps supplémentaire pour examiner les propositions suivantes, non seulement pour solliciter l'avis du bureau juridique de la FAO mais aussi pour consulter les capitales, les autres Etats membres, les trois points focaux des organismes ayant leur siège à Rome ainsi que les organisations et les institutions qui seraient encouragées à créer les quatre nouveaux clusters (organisations paysannes, recherche agricole, IFI et fondations philanthropiques). Le bureau juridique de la FAO sera invité à donner son avis (actualisation en date du 22 novembre : le processus de consultation avec le bureau juridique de la FAO a commencé juste après la réunion du Bureau et se poursuit ; les résultats seront communiqués au Bureau dès qu'ils seront disponibles).

Dans un même temps, le GC actuel sera étendu jusqu'au 23 novembre pour la réunion du GC/Bureau prévue. Le Président a consulté les membres du Bureau pour leur demander leur opinion concernant l'idée d'inviter l'OMA à la réunion du 23 novembre ; aucune réserve n'a été émise (actualisation en date du 22 novembre : Les membres du GC ont été informés de cette décision à travers l'invitation à la réunion du GC/Bureau du 23 novembre).

Un suivi supplémentaire sera nécessaire concernant :

- Comment créer/promouvoir les clusters ? Qui en sera responsable ? Comment seraient-ils rendus opérationnels et qui siègerait physiquement aux réunions du GC ? Ou occuperaient-ils des sièges tournants ? Comment serait abordée la question du financement ?

- Développer une ébauche d'orientation à l'attention des potentiels candidats/organisations étant ou en mesure d'être intéressé-e-s par le GC et pour examen de ces requêtes par le Bureau (conformément au paragraphe 26 et à l'Annexe H, Point 3.b. du Rapport de mise en oeuvre de l'Evaluation).

## 2. Questions diverses

En réponse aux questions des membres du Bureau concernant la dernière version du calendrier de réunions du CSA (circulée le 5 novembre), il a été établi que la congestion observée sur le calendrier conjoint des OSR entraîne d'énormes difficultés pour introduire des changements au calendrier du CSA. Le Bureau a aussi pris note des difficultés rencontrées pour réduire le nombre de réunions du Bureau du CSA, notamment face à la tâche qui lui incombera prochainement, à savoir la discussion du nouveau Programme de travail pluriannuel. Après quatre heures de discussions, le Bureau a décidé de lever la séance.

### Annex 1: List of attendees of the Bureau Meeting

#### CFS Bureau Members:

Mr Mario Arvelo (CFS Chair / Dominican Republic); Ms Jiani Tian (China); Mr Luis Fernando Ceciliano, Ms Amarilli Villegas (Costa Rica); Mr Guillermo Rodolico (Argentina); Mr Gustaf Daud Sirait (Indonesia); Ms Valentina Savastano (Italy); Mr Don Syme (New Zealand); Mr Sid Ahmed Alamain (Sudan); Ms Liliane Ortega (Switzerland); Ms Sandrine Goffard, Ms Silvia Giovanazzi (USA).

#### CFS Bureau Alternates:

Mr Felipe Carlos Antunes (Brazil); Mr Oliver Mellenthin, Ms Carolina Sainati (Germany) (Germany).

#### Observers:

Mr Damien Kelly (EU); Ms Patricia Rodríguez (Dominican Republic); Ms Gemma Cornuau (France).

#### CFS Secretariat:

Mr Mark McGuire (Secretary *a.i.*), Ms Françoise Trine, Mr Emilio Colonnelli, Mr Fabio Isoldi, Ms Sylvia Orebi, Mr Gabriele Iallussi.